



EESC info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

December 2022 | FR

«The Grassroots view» (Le point de vue des citoyens) — Saison 3, épisode 22 — COP 27: défis et attentes aux yeux de la société civile organisée

Les négociateurs des États signataires de l'accord de Paris sur le climat se réunissent en Égypte pour discuter des progrès accomplis dans la lutte urgente contre le réchauffement climatique. Quelles sont les attentes et les enjeux de la COP 27? Quel est le rôle de la société civile organisée et bénéficie-t-elle d'une attention suffisante dans les négociations?

Sandra PARTHIE, membre du CESE, **Adélaïde CHARLIER**, militante belge pour la lutte contre le changement climatique et la protection des droits humains, **Frédéric SIMON**, rédacteur en matière d'énergie et d'environnement à EURACTIV, et **Luisa NEUBAUER**, militante allemande pour la justice climatique et les droits humains, nous rejoindront pour présenter leurs points de vue. (tk)

This page is also available in:

- [ES](#)
- [BG](#)
- [CS](#)
- [DA](#)
- [EN](#)
- [DE](#)
- [ET](#)
- [EL](#)
- [GA](#)
- [HR](#)
- [IT](#)
- [LV](#)
- [LT](#)
- [HU](#)

- [MT](#)
- [NL](#)
- [PL](#)
- [PT](#)
- [FI](#)
- [RO](#)
- [SK](#)
- [SL](#)
- [SV](#)

Available Languages:

ES	BG	CS	DA	EN	DE	ET	FR	EL	GA	HR	IT	LV	LT	HU	MT
NL	PL	PT	FI	RO	SK	SL	SV								

ÉDITORIAL



Définir nos priorités

Définir nos priorités

Chères lectrices, chers lecteurs,

Presque dix mois après le déclenchement de la guerre en Ukraine par la Russie, des missiles continuent de frapper chaque jour des villes ukrainiennes. Les événements récents, y compris un incident meurtrier sur le sol de l'Union européenne, nous ont rappelé la menace constante pour la sécurité et les conséquences de la guerre. Dans ce contexte, nous voyons clairement quelles devraient être les priorités communes de l'Union pour les mois à venir.

La première priorité est de continuer à soutenir l'Ukraine et sa population, qui sont confrontées à des conditions extrêmes. Les dommages causés au réseau d'eau et les coupures d'électricité ont privé des millions de personnes dans toute l'Ukraine d'un accès adéquat à l'eau potable, à l'électricité et au chauffage. Aussi l'UE doit-elle continuer d'offrir son aide et de faire preuve de solidarité.

La deuxième priorité concerne la sécurité de l'Union européenne et ses valeurs démocratiques. Je suis rassurée par l'annonce de la Suède, qui a déclaré que la sécurité des citoyens de l'Union et la sauvegarde de ses valeurs fondamentales comptent parmi les questions essentielles qui façonneront l'orientation politique de la prochaine présidence du Conseil de l'Union européenne.

Nous nous devons de préserver notre sécurité et nos valeurs pendant que nous soutenons l'Ukraine. L'unité européenne est cruciale.

Parmi nos autres priorités figure notamment la nécessité de maîtriser une crise énergétique sans précédent et d'accélérer la transition écologique. Compte tenu des perspectives économiques bien sombre pour l'Europe, avec une inflation qui devrait atteindre 9,3 % au sein de l'Union à la fin de l'année, nous devons définir clairement les bonnes priorités plutôt que de continuer à agir comme si de rien n'était. Il est d'une importance capitale pour nos économies, nos sociétés, mais aussi nos démocraties d'assurer la reprise et de soutenir les entreprises et les personnes confrontées à une forte inflation et à des prix de l'énergie élevés.

En outre, nous ne devons pas oublier qu'il faut renforcer la compétitivité de l'Union pour les emplois de demain. Alors que nos entreprises peinent à recruter des travailleurs suffisamment qualifiés et que bon nombre de nos jeunes ne trouvent pas d'emploi, il est grand temps de commencer à s'attaquer au problème de l'inadéquation des compétences. S'agissant de notre compétitivité sur le marché mondial, nous ne pouvons pas nous permettre de gâcher le capital humain de l'Union.

La lutte contre le changement climatique est une autre priorité au niveau mondial. Au travers des avis qu'il a adoptés et des manifestations qu'il a organisées, le CESE a plaidé avec force pour que le pacte vert pour l'Europe soit également un pacte social. Malheureusement, cette dimension reste sous-développée. Le dialogue social devrait faire partie intégrante des mesures mises en place dans le but d'atteindre les objectifs de la politique climatique à l'horizon 2050.

J'aimerais aussi insister sur l'importance de renforcer la démocratie participative en Europe. Je suis profondément convaincue que nous ne réussirons à relever tous les défis qui nous attendent que si nous associons systématiquement les citoyens européens à notre démarche. Il convient de donner suite aux enseignements et aux recommandations de la conférence sur l'avenir de l'Europe. Le CESE est prêt à jouer un rôle central en tant que point de référence pour la future participation citoyenne en Europe.

Enfin, et surtout, alors que 2022, l'Année européenne de la jeunesse, se termine, je tiens à remercier une fois de plus les générations Y et Z de défendre les valeurs de l'Union européenne et de déployer des efforts constants pour construire un monde meilleur, inclusif et durable. C'est notre responsabilité à tous.

Christa Schweng
présidente du CESE

À VOS AGENDAS

14 et 15 décembre 2022, Bruxelles

Session plénière du CESE

21 décembre 2022, Bruxelles

[La voie à suivre pour l'économie de l'Union européenne](#)



DROIT AU BUT

Dans notre rubrique «Droit au but», nous invitons les membres du CESE à mettre en évidence les points d'un avis ou d'une initiative qui leur semblent importants. Pour cette édition, nous avons interrogé **Michael McLoughlin**, auteur d'un rapport d'information consacré à la question de l'égalité de traitement des jeunes sur le marché du travail. (ehp)



MICHAEL MCLOUGHLIN: VERS UNE ÉGALITÉ DE TRAITEMENT DES JEUNES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

L'année 2022, proclamée Année européenne de la jeunesse, touche à sa fin. Dans son rapport concernant l'égalité de traitement des jeunes sur le marché du travail, le CESE plaide en faveur d'une approche reposant sur un changement notable de stratégie et une participation constructive des jeunes, pour faire en sorte que l'Année européenne de la jeunesse ne se résume pas à une simple opération de communication.

Tout au long de l'année, le CESE a pris l'initiative de proposer des avis centrés sur les intérêts des jeunes et sur les moyens par lesquels le CESE pourrait lui-même renforcer la mobilisation de la jeunesse.

C'est dans ce contexte que le CESE a élaboré un rapport d'information sur «[L'égalité de traitement des jeunes sur le marché du travail](#)». Ce document a pour objet d'analyser un certain nombre de pratiques et de règles, généralement définies au niveau national, qui font que les jeunes, sur la seule base de leur âge, bénéficient d'un traitement moins favorable sur le marché du travail, notamment en ce qui concerne les salaires minimums, la sécurité sociale et la santé et la sécurité.

L'avis détaille une partie de ces enjeux en s'appuyant sur des informations émanant d'Eurofound, du Forum européen de la jeunesse, de l'Organisation internationale du travail et du système d'information mutuelle sur la protection sociale. Les jeunes sont particulièrement tributaires des salaires minimaux, puisque d'après le Forum européen de la jeunesse, plus d'un jeune sur quatre perçoit un salaire minimal, contre un adulte

sur dix. Un certain nombre d'États membres ont instauré spécifiquement des «salaires minimaux pour les jeunes», qui sont systématiquement inférieurs au salaire minimal général applicable à d'autres tranches d'âge, tandis que dans d'autres États membres, les moins de 18 ans ont été exclus du champ d'application de la législation sur les salaires minimaux.

Les périodes de chômage comptent parmi les autres domaines dans lesquels les jeunes peuvent faire l'objet d'un traitement différencié. Là encore, cette question relève essentiellement de la compétence des États membres, notamment pour ce qui est des critères applicables ainsi que des taux et échéances de paiement. Au sein de l'Union, les systèmes nationaux présentent une diversité et une complexité considérables. Cependant, dans certains cas, il se peut que ces disparités influent sur des enjeux tels que l'emploi et la libre circulation au sein de l'Union.

Les jeunes risquent aussi d'être désavantagés par les systèmes d'allocations de chômage, faute d'avoir cotisé assez longtemps pour en bénéficier. Les stages non rémunérés peuvent être définis comme des périodes de travail, similaires à celles effectuées par des employés rémunérés, qui ne sont pas liées à un processus formel et explicite d'éducation, de formation, de volontariat ou de placement. Divers systèmes, caractérisés par des degrés différents de surveillance et de réglementation, ont été recensés parmi les États membres. Par ailleurs, l'avis attire l'attention sur la résolution adoptée par le Parlement européen, qui témoigne de son intérêt accru pour cette question et marque concrètement son engagement envers l'Année européenne de la jeunesse.



IMAGINE UKRAINE...

Dans la rubrique «Imagine Ukraine» de ce numéro nous présentons une photo du pont Antonovsky, datée d'août 2021, qui a été choisie par **Tetyana Ogarkova**, journaliste, critique littéraire et essayiste ukrainienne. Elle s'est souvenue de cette photo un an plus tard, le 11 novembre 2022, après que le pont ait été détruit, au moment où les dernières troupes russes ont quitté la ville de Kherson. Voici la description qu'elle en fait :

Pont Antonovsky dans la région de Kherson

"Cette photo du pont Antonovsky, remontant à août 2021, c'est comme si c'était dans une autre vie. Il s'agit de la rive occidentale du Dniepr à Kherson, dans le sud de l'Ukraine. Nous aimions notre beau pays et notre magnifique région de Kherson. Nous sommes le 11 novembre 2022. Aujourd'hui est un jour incroyable. Il est impossible de regarder le pont de Kherson sans pleurer; ce pont stratégique s'est effondré, mais la ville de Kherson est désormais enfin libérée. Cependant, tant de lieux doivent encore être libérés dans la région de Kherson. Et tout est à reconstruire. Mais tout ira bien. Nous croyons aux forces armées d'Ukraine, nous soutenons nos défenseurs. Un jour, nous reviendrons définitivement dans la région de Kherson. Et le pont Antonovsky sera reconstruit et à nouveau

debout."

«UNE QUESTION À ...»



«Une question à ...»

Dans cette rubrique, nous publions les réflexions de membres du CESE sur des thèmes qui sont au centre du débat public et de l'attention des citoyens. Cette fois-ci, nous avons interrogé trois membres de la délégation du CESE au sommet de la COP 27 sur le changement climatique, qui s'est tenu en Égypte du 6 au 18 novembre 2022. **Sandra Parthie, Isabel Caño Aguilar et Neža Repanšek** ont répondu aux questions suivantes: La COP 27 en Égypte a-t-elle comblé vos attentes en ce qui concerne la lutte contre le réchauffement climatique et le sauvetage de la planète? Selon vous, les grandes manifestations de ce

type sont-elles inspirantes ou décevantes? Quelle image de la COP 27 gardez-vous en mémoire? (ehp)



Sandra Parthie: la COP 27, ou comment épiloguer au lieu d'agir

Cette année, la COP 27, manifestation annuelle phare des Nations unies en matière de négociations sur le climat, a eu lieu en Égypte. Elle a battu plusieurs records, en particulier en ce qui concerne le nombre de participants. La venue de près de 35 000 personnes a ainsi marqué un retour à la normalité après deux ans de COVID-19 et de restrictions imposées aux réunions publiques.

Convoquée à l'origine pour approuver des propositions et des solutions visant à lutter contre le changement climatique et trouver des manières d'atténuer ses conséquences et de s'y adapter, la conférence est davantage devenue une plateforme où souligner les répercussions que le changement climatique a sur tous les individus, quels que soient l'endroit d'où ils viennent et la façon dont ils gagnent leur vie. La COP 27 a croulé

sous les attentes et les points à l'ordre du jour. Au même titre que les efforts visant à réduire les émissions de CO₂, des questions politiques nombreuses et diverses ont fait l'objet de négociations, allant de la santé au thème du genre en passant par les droits de l'homme. L'agriculture a également été inscrite pour la première fois à l'ordre du jour de la réunion. Bien qu'elle ait permis de mettre en évidence les incidences préoccupantes de la dégradation des terres et des forêts sur nos systèmes alimentaires et sur les moyens

de subsistance des agriculteurs, cette situation a ajouté une dimension supplémentaire à un problème déjà complexe.

Le résultat final, atteint après 36 heures de prolongation de la conférence, mise davantage sur la justice climatique que sur l'action pour le climat. Surprise positive: un accord a été trouvé quant à la création d'un fonds «pertes et préjudices», qui consiste en un soutien financier destiné à compenser les dommages et la dégradation de l'environnement déjà subis ou en cours en raison du changement climatique dans les pays en développement les plus vulnérables. Laissé dans l'antichambre de la conférence sur le climat depuis près de dix ans, ce sujet a enfin été mis à l'ordre du jour de la COP de cette année.

Les progrès ont été moindres, voire carrément inexistantes s'agissant de renforcer l'action pour le climat, à savoir les efforts et les engagements déployés par les pays pour réduire leurs émissions de CO₂. Les négociateurs de la Commission européenne ont tenté, en vain, de subordonner leur soutien au fonds «pertes et préjudices» à des concessions consenties par d'importants pollueurs, en l'occurrence la Chine, pour réduire sensiblement leurs émissions. Il était même envisageable que certains pays fassent marche arrière par rapport aux objectifs déjà fixés dans le cadre de l'accord de Paris en 2015 et de la COP 26 de Glasgow, tenue l'année dernière.

Qualifiée de «COP de la mise en œuvre», la réunion de Charm el-Cheikh risquait en réalité de mettre à mal une grande partie des progrès réalisés par le passé, menaçant essentiellement de faire voler en éclats l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré. Les pays ont épiqué sur le statut de la Chine («est-ce vraiment encore un pays en développement?»), sur la suppression ou la réduction progressive de tous les combustibles fossiles ou juste du charbon, sur les conditions liées aux fonds et aux technologies, etc.

Une dynamique qui permet de sérieusement se demander si le format de la manifestation est toujours adapté à l'objectif poursuivi. Le but principal, à savoir parvenir à un accord mondial sur la nécessité de réduire les émissions de CO₂, a été atteint lors de la COP 21 à Paris. La manière de le mettre en œuvre, c'est-à-dire les méthodes à utiliser pour comptabiliser les émissions ou pour en vérifier la réduction, la désignation des entités qui devraient en être responsables, ou encore le lieu où elles devraient être situées sont des questions très techniques qui ne devraient peut-être pas être négociées par les ministres de près de 200 pays, en particulier si chaque conférence part de zéro sur tout sujet qui ne plaît pas à certaines parties. La mise en œuvre devrait plutôt être traitée d'un point de vue technique et opérationnel, non pas en réunissant chaque année des chefs d'État et de gouvernement, mais en rassemblant des parties à intervalles plus espacés, chaque fois que de nouveaux accords sont nécessaires pour faire avancer les travaux.

Par conséquent, bien qu'elle ait quelque peu progressé dans le domaine de la justice climatique, la COP 27 en Égypte n'a pas répondu aux attentes en vue d'une action pour le climat plus concrète ou plus ambitieuse. Elle s'est cependant révélée très efficace en tant que plateforme pour mobiliser les défenseurs du climat, des droits de l'homme et de l'environnement, en mettant en évidence l'action pour le climat, ou son absence, et en continuant à mieux faire connaître les dangers réels et actuels du changement climatique.



Isabel Caño: COP 27 — Ensemble pour mettre en œuvre

Je me suis rendue à cette COP avec un sentiment d'urgence, avec l'idée que le temps était compté. La COP 27 était une COP décisive, celle qui allait passer de l'ambition à l'action, la COP de la mise en œuvre.

La réalité est très têtue, et elle nous rappelle à chaque instant le réchauffement climatique et nous confronte à notre propre inaction en matière de climat.

L'absence d'une collaboration internationale d'ensemble a été démontrée ces dernières années par le manque de volonté politique, s'agissant par exemple d'établir un fonds adéquat pour les pertes et les dommages. C'est pourtant ce que réclament depuis des années les pays les plus vulnérables et les plus touchés.

Cet objectif a finalement été atteint lors de cette COP, même si nous ne savons pas encore exactement comment il sera mis en œuvre.

La COP 27 a établi, après des discussions longues et compliquées, un programme de travail sur la transition juste fondée sur le dialogue social et la protection sociale. Cette approche a toujours été une demande constante du mouvement syndical, ainsi que du Comité économique et social européen.

Mais il convient de rappeler qu'il ne saurait y avoir de justice climatique sans droits humains et que les droits du travail sont des droits humains. Et on a beaucoup parlé des droits à Charm el-Cheikh. La société civile, les grandes organisations, les syndicats et certains gouvernements ont dénoncé le manque de droits humains en Égypte.

Une autre question que nous devrions nous poser concerne le fonctionnement même des COP, voire de la politique climatique internationale elle-même: faut-il envisager leur réforme, ne faut-il pas écouter davantage la société civile, les partenaires sociaux, les jeunes et les femmes, ne faut-il pas les associer plus profondément à la prise de décision?

Quant au résultat global de la COP, il manque à coup sûr d'ambition, compte tenu de l'énormité de l'urgence climatique. Nous avons assisté avec incrédulité à des discussions sur des questions qui devraient déjà être considérées comme allant de soi, telles que l'objectif de 1,5°C, une réduction plus rapide de l'utilisation des combustibles fossiles, etc., sans parler des questions de financement.

Enfin, c'est une évidence que les hommes continuent de dominer les négociations sur le climat, tant par leur nombre que par leur position hiérarchique. La présence des femmes dans le processus décisionnel en matière de climat est essentielle et leur absence exacerbe les inégalités et empêche les femmes de contribuer plus pleinement à formuler et à mettre en œuvre les politiques climatiques.

Le temps passe et de fait, cette COP 27 nous laisse avec la certitude que malgré certains progrès, nous avons encore beaucoup de travail à accomplir.

Isabel Caño Aguilar



Neža Repanšek: Tous ensemble, nous pouvons faire bouger les lignes

Lorsque je suis entrée dans le hall des inscriptions de la COP 27 à Charm el-Cheikh, je me suis sentie totalement submergée, submergée par tant de gens, d'activités, de diversité et de bruit. Imaginez des milliers de personnes qui parlent en même temps, mais sans s'écouter l'une l'autre? C'est difficile à décrire.

Le plus simple serait d'utiliser le symbole biblique de la tour de Babel: lorsque les gens étaient en train de construire la tour, ils se sont soudainement mis à parler des langues différentes et ils n'ont plus pu communiquer et travailler ensemble pour achever cette construction. Les difficultés qui se posent lorsque des personnes œuvrent à une cause commune se sont également posées à la COP de cette année. Des milliers de personnes, défendant chacune son propre programme et un objectif unique, ont discuté avec d'autres qui partagent les mêmes valeurs dans leurs bulles sociales. Les négociations formelles ont été en quelque sorte éclipsées par une espèce de foire, dans laquelle il était compliqué de se retrouver, même pour accéder au lieu d'une manifestation par manque de temps ou trop grande distance. Le dialogue aurait dû être organisé à l'avance, en ne laissant que quelques points au hasard.

Avons-nous besoin de ce genre d'événements? Sont-ils porteurs d'espoir? Selon moi, il conviendrait de les améliorer sur le plan logistique. S'agissant toutefois de la seule manifestation annuelle où tant de parties prenantes diverses se rencontrent et partagent la même réalité, la même passion et la même inquiétude sincère pour notre avenir, je dois reconnaître que la COP 27 a bel et bien suscité de l'espoir. Cela s'explique peut-être par le fait d'avoir vécu une expérience collective de chaleur au mois de novembre, de nourriture excessivement chère lors de la première semaine ou de réunions se poursuivant tard dans la nuit. L'espoir pourrait venir des histoires que nous avons entendues et partagées avec des personnes du monde entier. Il pourrait résider dans la prise de conscience que les pertes et préjudices dues au changement climatique ont déjà lieu partout et que la question de savoir s'il faut agir ou non ne se pose même plus.

Faisant partie du groupe YOUNGO et étant déléguée d'une partie, malgré le bruit, les lieux aux allures de cirque et la multitude d'événements, j'ai eu une révélation juste après la plénière des peuples: si tu ne te bats pas pour tes idées, tu te laisseras embobiner.

On ne gagnera jamais la lutte contre le changement climatique autour d'une table de négociations, mais bien sur le terrain, en défendant une cause commune. Ensemble, nous pouvons faire bouger les lignes, comme des gouttes d'eau qui s'unissent en rivières et sont capables de former des canyons et de déplacer les montagnes! Nous devons construire des alliances, garantir une participation démocratique visible et le respect des droits humains et de la dignité humaine.

Nous ne pouvons pas répéter les mêmes gestes et s'attendre à ce que le résultat soit différent. Si nous ne faisons rien, c'est notre Terre que nous perdrons. Pour conclure, il est temps d'abandonner le discours «trop peu, trop tard», de faire un acte de foi immense et ambitieux et de veiller à ce que les parties s'engagent réellement à respecter les décisions prises lors de la COP 27 de Charm El-Cheikh.

DEVINEZ QUI EST NOTRE INVITÉ



L'invité surprise

Chaque mois, nous présentons dans cette rubrique une personnalité publique dont le travail et l'engagement sont une source d'inspiration. Par leur courage, leur force de caractère et leur détermination à agir, ces personnes offrent un formidable exemple à suivre, et leur bravoure mérite tout notre respect.

Aujourd'hui, notre invité est **Tikhon Dziadko**, un journaliste indépendant, présentateur de télévision et gestionnaire de médias, de nationalité russe. Il est le rédacteur en chef de TV Dojd («la pluie», en russe), la seule chaîne de télévision indépendante de Russie, qui est désormais basée dans l'Union européenne.

Tikhon Dziadko a commencé sa carrière à la radio indépendante «L'Écho de Moscou». De 2007 à 2012, il a été correspondant en Russie de l'organisation internationale Reporters sans frontières. Il a également été pendant un certain temps rédacteur en chef adjoint et présentateur de la chaîne RTVI. Il a rejoint TV Dojd dès la création de celle-ci en 2010, et en est devenu le rédacteur en chef en 2019. En mars 2014, il a signé un appel contre l'annexion de la Crimée par la Fédération de Russie. En mars 2022, le site de TV Dojd a été bloqué par le gouvernement russe. Les journalistes travaillant pour cette chaîne de télévision, dont **Tikhon Dziadko**, ont quitté le pays et poursuivent leurs activités journalistiques en dehors de la Russie. (ehp)



Tikhon Dziadko: Les criminels de guerre sont le visage de la propagande russe

Tikhon Dziadko — notre invité surprise pour un entretien bref mais percutant!

CESE info: à quel moment avez-vous compris que travailler à Moscou devenait impossible pour vous? Était-ce une décision personnelle de quitter la Russie, ou n'aviez-vous pas d'autre choix?

Tikhon Dziadko: Comme bien d'autres journalistes, nous avons été contraints de quitter le pays. Dès le début de la guerre en Ukraine, le gouvernement russe a imposé une censure militaire. Une nouvelle législation a été adoptée créant un risque de mise en détention pouvant aller jusqu'à quinze ans au simple motif d'avoir appelé la guerre par son nom, plutôt que de parler d'«opération militaire spéciale». Si je voulais échapper à la prison, et en même temps, continuer mon travail de journaliste, je n'avais d'autre choix que de quitter le pays.

Et où travaillez-vous aujourd'hui?

La chaîne de télévision *Dojd* a trois studios situés dans trois lieux différents: Riga, Tbilissi et Amsterdam. Je suis moi-même basé à Amsterdam.

Quelle est la propagande russe.

La propagande russe est extrêmement dangereuse parce qu'elle est organisée et contrôlée par des criminels de guerre. Les criminels de guerre sont le visage de la propagande russe. Ils alimentent cette guerre depuis des années en mentant aux gens.

Qu'attendez-vous de l'Union européenne?

Je pense que l'Union européenne et sa population devrait prendre conscience du fait que de nombreux russes sont opposés à cette guerre et soutiennent l'Ukraine et l'Europe.

Comment envisagez-vous votre avenir, et où?

Je veux rentrer à Moscou et travailler là-bas.

NOUVELLES DU CESE



[#COP27: La société civile européenne demande aux institutions et aux États membres de l'Union européenne de rehausser leur ambition pour le climat](#)

Quelques jours avant la COP 27 à Charm el-Cheikh, le CESE a adopté une **[résolution intitulée «Ensemble pour affronter une menace existentielle: les partenaires sociaux et la société civile défendent la mise en œuvre d'une action ambitieuse dans le](#)**

[domaine du climat](#). Le message adressé par la société civile organisée en Europe était clair: **quoi que fassent les autres régions du monde, il faut que les institutions et les États membres de l'Union européenne continuent de jouer un rôle moteur et rehaussent leur ambition climatique.**

D'après une enquête de l'Eurobaromètre, une majorité claire de 70 % des Européens s'inquiète du changement climatique, et près des trois quarts d'entre eux estiment qu'ils doivent personnellement en

faire plus pour contribuer à la transition écologique. Dans sa résolution et par la voix des sept délégués qu'il a dépêchés à Charm el-Cheikh, le CESE a invité tous les acteurs concernés à agir en réponse aux craintes exprimées par les citoyens et à rehausser leur ambition climatique conformément aux dernières recommandations scientifiques.

Le CESE était représenté par plusieurs de ses membres, rapporteurs de la résolution, **M. Peter Schmidt**, **M^{me} Isabel Caño Aguilar**, **M^{me} Sandra Parthie**, **M. Josep Puxeu Rocamora**, **M^{me} Neža Repanšek** et **M. Lutz Ribbe**, ainsi que par **M^{me} Sophia Wiegand**, une jeune militante pour le climat.

«Le changement climatique est l'un des défis majeurs de ce siècle pour l'humanité. Ce ne sont pas nos enfants qui en subiront les effets en premier: de notre vivant déjà, nos modes de vie vont radicalement changer», a déclaré **M. Cillian Lohan**, vice-président du CESE chargé de la communication et militant pour le climat. «Bien sûr, nous savons que l'Union européenne en fait plus que toute autre région, comme en témoignent le pacte vert pour l'Europe et le train de mesures "Ajustement à l'objectif 55". Mais en tant que maison de la société civile européenne, nous devons insister pour que la Commission européenne et les États membres de l'Union continuent de jouer leur rôle moteur et de convaincre nos partenaires dans le reste du monde de suivre l'exemple de l'Europe.» (ks)



Le rôle de partenaire stratégique du CESE renforcé par le nouvel accord de coopération avec la Commission européenne

Le CESE et la Commission ont signé un nouveau protocole de coopération qui consolide et intensifie encore la coopération politique et législative entre les deux organisations, ainsi que leurs efforts conjoints pour communiquer sur l'Europe. Le protocole renforce également la fonction stratégique du Comité vis-à-vis des institutions de l'UE et son rôle dans la promotion des valeurs de l'intégration européenne et de la démocratie participative.

Le nouveau protocole signé le 27 octobre octroie au CESE un rôle plus important tant dans la mise en œuvre de l'[initiative citoyenne européenne](#) que dans le cadre du [Semestre européen](#), un outil essentiel de politique économique et budgétaire.

«Une innovation importante du protocole révisé réside dans l'engagement de définir conjointement chaque année cinq sujets d'avis exploratoires, une fois que la Commission a adopté son programme de travail. C'est un point très important pour nous, qui nous permet de travailler de manière plus prospective», a commenté **Christa Schweng**, présidente du CESE. Les avis exploratoires sont des avis élaborés à la demande du Parlement européen, de la Commission européenne ou du Conseil de l'UE sur des questions d'un grand intérêt pour la société civile.

Maroš Šefčovič, vice-président de la Commission chargé des relations interinstitutionnelles et de la prospective, a déclaré: «Cette révision du protocole permettra de mieux adapter nos modes de coopération à la période dans laquelle nous vivons et aux défis auxquels nous sommes confrontés. Le protocole confirme

également le rôle important que joue le Comité dans l'élaboration de nos politiques, nos synergies contribuant au bon fonctionnement de l'UE.» (tk)



Le CESE propose des mesures supplémentaires pour prévenir les poursuites abusives à l'encontre des journalistes et des défenseurs des droits

Dans son [avis](#) intitulé «Initiative contre les recours abusifs visant les journalistes et les défenseurs des droits», le CESE a exprimé son soutien à la [proposition](#) de la Commission de protéger les personnes contre les «procédures judiciaires stratégiques altérant le débat public», ou «poursuites-bâillons». Les

personnes concernées sont notamment les journalistes et les défenseurs des droits, qui apportent une contribution importante aux débats sur les questions sensibles.

Le CESE a approuvé l'avis lors de sa plénière d'octobre et proposé d'étendre la liste des mesures mises en avant pour aider à réfréner ces pratiques. Le rapporteur de l'avis, **M. Tomasz Andrzej Wróblewski**, a déclaré: «Si nous ne renforçons pas le système, la liberté d'expression sera menacée.»

Le corapporteur de l'avis, **M. Christian Moos**, a déclaré: «Il s'agit d'une question urgente, pressante, au caractère politique. Il faut agir pour défendre les journalistes et les personnes qui dénoncent les abus de pouvoir et la corruption.»

Certains individus puissants, des lobbies, des entreprises et des organes étatiques ont recours aux «poursuites-bâillons» pour réduire au silence des journalistes et d'autres acteurs qui contribuent au débat public, comme les militants pour les droits sociaux, les défenseurs des droits de l'homme, les organisations non gouvernementales, les lanceurs d'alerte au sens large, les citoyens engagés ou encore les syndicats. Ces actions en justice tirent parti des imperfections des systèmes judiciaires pour engager des procédures injustifiées au civil ou au pénal, qui brident, entravent ou pénalisent la participation au débat public des individus ou des groupes qui en sont la cible.

Parmi les propositions du CESE figurent notamment la mise en place de décisions préjudicielles pour mettre fin aux procédures jugées non conformes et le regroupement, à la demande du défendeur, des différentes procédures dans une même juridiction. D'autres mesures pourraient également être envisagées, notamment l'instauration d'une durée maximale pour la procédure ou d'un mécanisme pour en accélérer le déroulement. Une autre suggestion serait d'interdire que ces actions abusives puissent être financées par une personne autre que le plaignant.

L'examen des textes de loi nationaux pourrait aussi permettre d'y relever des mécanismes susceptibles d'aider à combattre les poursuites-bâillons. Il y aurait lieu d'adopter une démarche unifiée, couvrant tout à la fois les affaires transfrontières et nationales, et il conviendrait également de procéder, dans les États

membres où la diffamation demeure une infraction pénale, à une révision de la législation nationale afin de la décriminaliser.

Le CESE suggère aussi de raccourcir le délai prévu pour l'évaluation de la directive proposée sur les poursuites-bâillons, en le ramenant de cinq à deux ans.

Enfin, l'éducation et la formation sont essentielles. Les professionnels du droit et les participants au débat public doivent être formés pour pouvoir mieux réagir contre ces actions abusives et mieux défendre la liberté d'expression. (II)



Gestion de la crise énergétique: la société civile organisée appelle à adopter une approche réaliste et pragmatique de la transition énergétique

Le CESE s'est engagé résolument en faveur de la décarbonation du système énergétique de l'Union, et il invite les responsables politiques européens à réagir aux conséquences de la dépendance énergétique qui prévaut depuis des décennies.

Par ces mots, **Christa Schweng**, présidente du CESE a ouvert un débat sur la transition énergétique et l'autonomie stratégique de l'Union européenne qui s'est tenu le 26 octobre 2022, en présence de **Leonardo Meeus**, de l'Institut universitaire de Florence.

*«Nous devons œuvrer en faveur d'une transition écologique à un rythme que les entreprises et les sociétés soient à même de suivre, en prenant des mesures d'accompagnement pour favoriser l'innovation et la compétitivité de l'Europe sur le plan mondial. a déclaré **M^{me} Schweng**. L'Union a le potentiel de réduire sa dépendance à l'égard des importations d'énergie en développant sur son territoire ses propres capacités en matière d'énergies renouvelables, mais il convient pour ce faire de mettre en place des incitations appropriées à l'investissement».*

M. Meeus a évoqué les réformes du marché européen de l'électricité proposées par la Commission, en rappelant que le marché de l'électricité que nous avons construit au cours des vingt dernières années pourrait jouer un rôle dans notre avenir, à condition de le parachever, et de l'associer à de nouveaux instruments pour mobiliser les consommateurs et moderniser les réseaux.

Le débat s'inscrivait dans le contexte de l'adoption de l'avis du CESE intitulé [«Une vision stratégique de la transition énergétique au service de l'autonomie stratégique de l'UE»](#), élaboré par **Thomas Kattnig**, **Lutz Ribbe** et **Tomasz Andrzej Wróblewski**.

L'avis expose la vision du CESE sur la transition énergétique et son rôle dans la réalisation de l'autonomie stratégique de l'Union, en mettant l'accent sur l'accélération de la décarbonation, la réduction de la dépendance à l'égard des importations d'énergie, le renforcement de l'appropriation par les populations et



[Le CESE réclame une assistance accrue en matière de santé et de logement, et davantage de soutien financier pour les aidants familiaux](#)

L'Union européenne et les États membres doivent mettre en œuvre des mesures visant à améliorer les conditions de vie des personnes qui assument la prise en charge au long cours de proches handicapés ou souffrant de maladies chroniques et dégénératives, indique le CESE dans l'avis d'initiative sur la [Prise en charge familiale des personnes handicapées et âgées — Le rôle des membres de la famille qui s'occupent de personnes handicapées et de personnes âgées](#), qu'il a adopté lors de sa session plénière d'octobre.

Pietro Vittorio Barbieri, rapporteur de l'avis, a déclaré que toutes les mesures doivent être prises conjointement par les décideurs politiques, les employeurs (dans le cadre du dialogue social), les aidants familiaux et leurs organisations représentatives.

«La première étape consiste à reconnaître la valeur de leur travail et à leur donner la parole au sujet de l'aide qu'ils apportent», a-t-il indiqué. «La deuxième consiste à garantir des services et une assistance en matière de logement pour prévenir leur isolement, leur marginalisation et leur surcharge physique et mentale. Il va de soi que si les États peuvent garantir la fourniture de certains services, une partie de la charge qui pèse sur les membres de la famille s'en trouvera allégée.»

Il conviendrait notamment de proposer aux aidants familiaux des services de santé adéquats, y compris des soins de santé préventifs, ainsi qu'une formation sur la manière de prendre soin d'eux-mêmes. Une aide au logement et des services à domicile (en fonction des besoins en matière de santé et de soins infirmiers) ainsi qu'un soutien psychologique pour l'aidant et la cellule familiale sont également nécessaires.

Le CESE invite également les États membres à envisager d'autres formes de rémunération, y compris une aide financière, pour les aidants familiaux qui sont exposés au risque de pauvreté lorsqu'ils sont contraints de renoncer à un emploi salarié ou de réduire leur temps de travail.

Les employeurs devraient également être encouragés à proposer des formules de travail souples et des avantages sociaux allant au-delà du minimum requis par les règles nationales pour les salariés qui assurent une prise en charge au long cours de leurs proches.

La pandémie de COVID-19 a probablement aggravé la situation de nombreux aidants familiaux, mais il est difficile de remédier à ce problème en raison du manque d'informations actualisées sur l'ampleur du problème. (II)



[Le CESE prend des mesures pour renforcer le rôle des femmes sur le marché du travail et en tant qu'entrepreneuses](#)

À l'occasion de la semaine de l'égalité entre les hommes et les femmes du Parlement européen, le CESE a adopté deux avis formulant des recommandations pour promouvoir l'autonomisation des femmes et soutenir les aidants familiaux. Le Comité a en outre contribué à l'initiative du Parlement en organisant une série de manifestations liées à l'intégration de la dimension hommes-femmes et à l'intersectionnalité.

En ouvrant le débat, **Christa Schweng**, présidente du CESE, a déclaré que «l'écart actuel entre les hommes et les femmes en matière d'emploi est inacceptable et représente un préjudice économique et social considérable pour l'Union européenne. Nous devons mettre en place un environnement plus favorable aux entrepreneuses, éliminer les obstacles et les stéréotypes et trouver davantage de figures de modèle pour les jeunes filles et les femmes».

Evelyn Regner, vice-présidente du Parlement européen, a souligné la nécessité d'intégrer la dimension de genre et de prendre des mesures contraignantes: «On constate un ralentissement des progrès accomplis en comparaison avec les années précédentes. Toutefois, grâce à l'instauration de mesures contraignantes, nous pouvons encore progresser. Nous devons changer de culture et lutter contre les préjugés, mais les mesures contraignantes sont aussi indispensables. Et nous devons travailler ensemble: le Parlement et le CESE, les femmes et les hommes, les jeunes et les personnes âgées.»

Ozlem Yildirim, rapporteure du CESE pour l'[avis sur le thème «Améliorer l'égalité dans l'UE»](#), a appelé l'Union européenne à se doter «d'une politique efficace de lutte contre les discriminations au niveau européen, prévoyant des sanctions vraiment dissuasives».

Cristian Pîrvulescu, corapporteur de l'avis, a expliqué que «l'avis demande que soit élaborée la prochaine génération de mesures visant à promouvoir l'égalité en Europe, sur la base de la reconnaissance du principe d'égalité et d'obligations pour le faire respecter».

La Comité a également adopté un [avis sur le rôle des membres de la famille qui s'occupent de personnes handicapées et de personnes âgées](#). **Pietro Vittorio Barbieri**, rapporteur de l'avis, a expliqué que «le bien-être européen repose sur les aidants familiaux, qui sont souvent exclus du système. La grande majorité d'entre eux sont des femmes qui sont contraintes de choisir entre donner des soins et continuer à travailler. Nous demandons instamment aux institutions européennes et nationales d'enquêter sur ce phénomène, tant dans l'intérêt des aidants que dans celui des personnes aidées». (gb)



[Le CESE plaide en faveur d'une stratégie durable en matière de protéines et d'huiles végétales](#)

Dans un [avis d'initiative](#), le Comité économique et social européen (CESE) met en lumière les nombreux avantages d'une stratégie verte de l'Union européenne pour accroître la production de protéines et d'huiles végétales, dont il expose également les grandes lignes. Parmi ces avantages, figurent la réduction de la dépendance de l'Union à l'égard des importations et la contribution au développement des zones rurales.

Dans cet avis que le CESE a adopté lors de sa session plénière d'octobre, il affirme que les recommandations pratiques qu'il formule dans la stratégie qu'il propose s'inscrivent dans le droit fil de l'objectif de l'Union européenne d'une autonomie stratégique en matière d'approvisionnement.

Lutz Ribbe, le rapporteur de cet avis, a déclaré lors de la session plénière: «L'Union européenne est fortement dépendante des importations d'aliments pour animaux puisqu'elle se procure ailleurs dans le monde 75 % des plantes riches en protéines dont elle a besoin. Il est essentiel de favoriser la production dans l'Union de cultures protéagineuses, qui aura également des effets bénéfiques pour la diversité biologique et pour l'environnement dans son ensemble, tout en aidant les agriculteurs à réduire le recours aux engrais minéraux».

Au nombre des autres retombées positives de l'expansion des cultures oléagineuses dans l'Union et d'une intégration accrue des prairies dans l'alimentation animale, l'on compte une rotation accrue des cultures, une autosuffisance en matière de carburant pour les tracteurs et une meilleure disponibilité, après transformation, de tourteaux d'oléagineux, lesquels constituent un excellent fourrage protéique.

Dans l'ensemble, une stratégie de l'Union doit prendre en compte les intérêts des communautés rurales et participer à un développement rural durable conformément à la [vision à long terme pour les zones rurales de l'Union européenne](#).

Le CESE recommande d'examiner en détail le modèle de la [«commission agricole pour l'avenir»](#) mise en place par le gouvernement fédéral allemand, et de déterminer s'il ne se prêterait pas aussi à l'élaboration d'une stratégie européenne en matière de protéines. (ks)



[Le CESE souligne la nécessité d'un plan d'action de l'UE en faveur de la diplomatie culturelle](#)

Un nouveau rapport du CESE indique que l'Union européenne devrait établir un plan d'action stratégique pluriannuel ambitieux pour débloquer tout le potentiel de la diplomatie culturelle.

Même si la culture est depuis 17 ans un instrument de la politique étrangère de l'UE, elle n'est jamais devenue une priorité réelle. Mais aujourd'hui que la guerre a fait son retour sur notre continent, la culture doit plus que jamais devenir un vecteur stratégique clé de la politique étrangère de l'UE, a souligné le CESE dans son avis.

«La culture pourrait constituer un atout primordial pour la trajectoire intérieure de l'Europe, mais aussi pour l'image que l'Union projette à l'extérieur», a déclaré **Luca Jahier**, rapporteur sur ce thème.

M. Jahier souligne tout particulièrement l'importance du patrimoine culturel, qui constitue par essence une question sensible d'un point de vue politique et éminemment complexe, et par conséquent un puissant facteur auxiliaire de la diplomatie de l'Union européenne, dans la démarche qu'elle mène en faveur de la paix, de la sécurité et du développement durable.

Le solide plan d'action stratégique pluriannuel dont il est question en matière de diplomatie culturelle devrait aborder la question de la protection, la restauration et la reconstruction du patrimoine dans les zones touchées par des catastrophes naturelles, des crises et des conflits. Il devrait également inventorier les initiatives existantes en vue de créer une plateforme des relations culturelles internationales de l'Union européenne et une structure spécifique d'envergure au sein du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), qui s'appuie sur le titulaire d'une fonction d'«envoyé spécial de l'Union européenne pour les relations culturelles».

L'[avis d'initiative sur le rôle de la diplomatie culturelle](#) que le CESE a adopté lors de sa session plénière d'octobre met en avant l'importance de la dimension culturelle dans le contexte géopolitique actuel, en totale concordance avec la mise en œuvre du programme de développement durable à l'horizon 2030. (mt)



La mobilité devrait être reconnue comme un droit individuel

Dans un avis d'initiative adopté lors de sa session plénière d'octobre, le CESE a demandé que la mobilité soit reconnue comme un droit individuel et un bien public qui doit être accessible à tous.

L'[avis du CESE](#), élaboré par **Kristina Krupavičienė** et **Dovilė Juodkaitė**, souligne que la mobilité durable est susceptible de faire de la relance écologique de l'UE une réalité: des transports publics respectueux de l'environnement et conviviaux pourraient être un véritable moteur de la reprise après la pandémie de COVID-19.

«La pandémie a joué un rôle de catalyseur, montrant que les transports publics sont un service essentiel d'intérêt public, en particulier lorsqu'il s'agit de fournir un accès à l'emploi et aux services pour les travailleurs de première ligne et les groupes vulnérables», a déclaré **M^{me} Krupavičienė**.

Selon le CESE, l'UE a besoin de stratégies visant à améliorer la mobilité et les transports publics, en les rendant plus attrayants et accessibles aux citoyens, en particulier aux personnes à faibles revenus.

Les transports publics peuvent jouer un rôle crucial dans la relance de l'Europe après la pandémie en apportant une réponse aux préoccupations climatiques et en contribuant à la qualité de vie tout en fournissant aux citoyens un accès à l'emploi ainsi qu'à la vie sociale et culturelle. Cependant, pour parvenir à une mobilité durable, il faut un engagement politique fort de la part de tous les acteurs et à tous les niveaux.

«Nous invitons la Commission européenne à définir des objectifs mesurables et ambitieux pour promouvoir le passage de la voiture particulière aux transports collectifs et à la mobilité active, et encourager l'Union européenne et les États membres à contribuer à la transition vers des modes de transport plus écologiques en les rendant plus attrayants», a déclaré **M^{me} Juodkaitė**. (mp)



[Le CESE plaide en faveur d'une plus grande autonomie de l'UE en matière d'énergie, de denrées alimentaires, d'eau et de matières premières afin de mieux gérer les situations d'urgence](#)

Le Comité économique et social européen (CESE) presse la Commission et les États membres d'élaborer un plan pour renforcer la préparation de l'Union aux situations d'urgence. Ce plan devrait notamment viser à accroître la souveraineté de l'UE en ce qui concerne la production d'énergie, de denrées alimentaires et d'eau, ainsi que l'extraction de matières premières.

À l'approche de l'hiver, et alors que les citoyens s'inquiètent du coût de l'énergie, le CESE souhaite que l'Union européenne renforce sa résilience pour faire face aux crises à venir.

Dans un [avis d'initiative](#) adopté lors de la session plénière qu'il a récemment tenue, le CESE a affirmé sa conviction que l'amélioration continue de la résilience des systèmes énergétiques face aux catastrophes naturelles, aux crises politiques ou autres situations d'urgence devrait être intégrée dans toutes les politiques relatives à l'énergie.

Cela devrait couvrir l'ensemble de la chaîne de production, y compris dans les domaines que sont la recherche et le développement, le traitement des matériaux, la conception, la fabrication, l'installation, le lancement et l'entretien des installations au sein du marché unique européen. L'autonomie ainsi gagnée contribuerait à lutter contre la précarité énergétique et le chômage.

Paul Rübig, rapporteur de l'avis en question, a également appelé à soutenir les citoyens et les consommateurs désireux d'investir dans leurs propres production d'énergie et efficacité énergétique: «Nous devons prévoir des campagnes d'information, des incitations fiscales et des subventions, et construire de nouvelles infrastructures de transport dans l'ensemble du marché intérieur, mais aussi en dehors de l'Union

européenne».

Le CESE va plus loin et préconise de garantir l'approvisionnement en matières premières critiques comme le cuivre, le lithium, le cobalt et les terres rares au moyen de nouvelles stratégies du marché unique en matière d'extraction minière et de recyclage. Il recommande de préserver les sources de pétrole, de charbon, de gaz, d'uranium, d'eau, de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux, et d'élaborer des plans de rationnement concernant l'énergie, les denrées alimentaires, l'eau et les installations d'assainissement.



Les pôles d'innovation numérique favorisent les transitions verte et numérique des PME

Le Comité économique et social européen (CESE) recommande de renforcer les pôles d'innovation numérique (PIN) afin de stimuler la capacité d'innovation de l'Union européenne dans le cadre de la transition vers un avenir durable. Les PIN fournissent aux petites et moyennes entreprises (PME) une infrastructure précieuse qui facilite leur double transition verte et numérique.

Comparativement aux États-Unis et au Japon, l'UE reste en retard au plan des investissements dans la recherche et le développement par rapport au PIB (2,32 % en 2020 contre 3,08 % aux États-Unis et 3,2 % au Japon).

Le CESE est d'avis que l'Union devrait augmenter ce taux pour qu'il atteigne 3 % du PIB. Dans un [avis d'initiative](#) approuvé lors de sa session plénière d'octobre, il a formulé plusieurs recommandations proposant de s'appuyer sur les [pôles d'innovation numérique](#) pour mener à bien cet objectif.

Giuseppe Guerini, rapporteur de l'avis, a expliqué: «La transition numérique ne concerne pas que l'économie, mais bien la société européenne dans son ensemble. Elle influencera directement la réalisation des objectifs climatiques du pacte vert pour l'Europe et des objectifs de développement durable (ODD), mais elle aura surtout des conséquences sur le plan social dans de nombreuses régions.»

En ce qui concerne l'importance des PIN, **Nicos Epistithiou**, corapporteur, a ajouté: «Les pôles d'innovation numérique font office de guichets uniques fournissant aux PME des orientations sur les transitions écologique et numérique. Il importe que les syndicats, les organisations de la société civile, les associations d'employeurs et les pouvoirs publics collaborent au sein de ces pôles.»

Les pôles d'innovation numérique consistent en des collaborations régionales entre différents types d'organisations. Ils servent de plateformes pour tester des solutions technologiques avant d'investir, échanger de bonnes pratiques et développer des compétences numériques.

Le réseau de PIN en Europe fait actuellement l'objet d'une restructuration majeure, mais le CESE s'inquiète de l'absence d'une vision claire sur leur développement futur.



L'Union européenne a besoin d'une réponse commune pour faire face aux chocs systémiques sans compromettre ses objectifs environnementaux ni laisser personne de côté

Dans deux avis qu'il a adoptés récemment, le Comité économique et social européen (CESE) présente un point de vue actualisé sur l'examen annuel 2022 de la croissance durable, dans lequel la Commission définit les futures priorités de l'Union en matière de politique économique et de l'emploi, ainsi que sur les recommandations concernant la politique économique de la zone euro pour 2022. Il appelle de ses vœux une approche équilibrée qui ne porte pas atteinte aux objectifs sociaux et environnementaux de l'UE.

Le CESE souligne que, compte tenu de la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, il convient de mettre en place un filet de protection sociale destiné aux plus vulnérables. Étant donné le niveau record atteint par l'inflation, la Banque centrale européenne devrait analyser les effets secondaires de sa politique monétaire, par exemple sur la croissance et sur l'emploi, tandis que pour ce qui est de l'augmentation de la dette publique, des progrès s'avèrent indispensables dans la réforme du pacte de stabilité et de croissance.

*«Nous plaidons en faveur d'une approche politique équilibrée, qui doit protéger l'équité et les objectifs environnementaux, en particulier en temps de crise, explique **Judith Vorbach**, rapporteure du supplément d'[avis sur l'examen annuel 2022 de la croissance durable](#). «Cette approche constitue la base de la prospérité et la compétitivité passées, présentes et futures de l'Union, ainsi que d'une convergence et d'une résilience accrues.»*

Juraj Sipko, rapporteur du supplément d'[avis sur la politique économique de la zone euro \(2022\)](#), ajoute à ces propos: *«Nous devons travailler ensemble pour faire face aux chocs systémiques sans précédent auxquels le monde est actuellement confronté. Retarder l'adoption et la mise en œuvre de mesures peut avoir des conséquences considérables non seulement en ce qui concerne les pertes matérielles, mais aussi pour des vies humaines.»* (tk)



Galia Ackerman

L'élargissement, la communication et l'énergie figuraient au premier rang des priorités du séminaire «Connecter l'UE» du CESE sur l'impact de la guerre en Ukraine sur l'UE

Les énormes défis posés à l'Europe par l'agression russe ont fait l'objet du séminaire annuel du CESE à l'intention des communicateurs de la société civile, intitulé «[Perturbations géopolitiques aux portes de l'Europe: le point de vue de la société civile](#)», qui s'est tenu à Zagreb, en Croatie, les 24 et 25 octobre 2022.

L'Union européenne devrait non seulement soutenir l'Ukraine au quotidien pendant la guerre, mais aussi réfléchir à la reconstruction à long terme du pays et au parcours qui pourrait le mener à adhérer à l'UE, a-t-il été souligné lors du séminaire organisé en partenariat avec le Conseil économique et social de Croatie.

Trois tables rondes ont été organisées lors de ce séminaire, respectivement consacrées à l'élargissement de l'UE, à la communication en période de crise et à l'énergie.

Dans le discours d'ouverture qu'elle a prononcé à Zagreb, **Christa Schweng, présidente du CESE**, a déclaré: «Essayons d'imaginer l'Ukraine dans quelques années. Je sais qu'il est difficile de voir les choses de manière positive vu le flux continu de nouvelles sur la guerre, et alors que les missiles continuent à frapper quotidiennement les villes ukrainiennes, causant des dommages au réseau d'eau et provoquant des coupures d'électricité. Notre réflexion et notre travail aujourd'hui doivent être guidés par la manière dont nous voulons envisager l'avenir de ce pays. Je vois l'Ukraine comme un pays reconstruit et prospère, fondé sur les valeurs européennes et permettant à ses citoyens de retrouver une vie décente dans leur pays d'origine.

Comment l'occident a-t-il pu se tromper à ce point sur Vladimir Poutine?» **Galia Ackerman**, écrivaine, journaliste et historienne franco-russe, a abordé cette question dans son allocution. Selon elle, Poutine poursuit un programme caché depuis qu'il a accédé au pouvoir en Russie.

Néanmoins, certains occidentaux n'ont pas été capables de discerner ses objectifs, et d'autres ont préféré ne pas le faire. «Vladimir Poutine, formé par le KGB, a la mentalité et l'éthique de cette organisation. Et je conviens qu'un tel produit du KGB est susceptible de disposer des compétences lui permettant de tromper la plupart du monde», a déclaré **M^{me} Ackerman**.

Parmi les orateurs qui se sont exprimés lors du lancement de la manifestation figuraient **Marin Piletić**, ministre croate du travail, des systèmes de retraite, de la famille et de la politique sociale, **Violeta Simeonova Staničić**, cheffe du bureau du Parlement européen en Croatie, **Andrea Čović Vidović**, cheffe d'équipe «Media» auprès de la représentation de la Commission européenne en Croatie et **Hrvoje Zovko**, qui dirige l'Association croate des journalistes.

Les trois débats ont respectivement été ouverts par **Séamus Bolland**, président du groupe des organisations de la société civile du CESE, **Oliver Röpke**, président du groupe des travailleurs du CESE, et **Aurel Laurențiu Plosceanu**, membre du groupe des employeurs du CESE et président de sa section «Emploi, affaires sociales et citoyenneté» (SOC).

La table qui a inauguré la manifestation, et qui s'intitulait «**Dans l'ombre de la guerre: le nouveau contexte géopolitique de l'Europe et ses conséquences pour l'avenir de l'UE**» — s'est concentrée sur l'impact des actions de la Russie sur les Balkans et sur les enseignements que peut en tirer l'Ukraine s'agissant de l'adhésion à l'UE.

La lutte de l'Occident dans la «bataille de la communication» contre la Russie de Poutine a été l'un des thèmes de la table ronde sur la «**Communication en temps de crise**». Les participants à la table ronde ont souligné l'habileté avec laquelle la Russie parvient à essaimer sa propagande en dehors de l'Europe et de l'Amérique du Nord et ont insisté sur la nécessité croissante de disposer d'armées de professionnels et de bénévoles pour lutter contre les techniques de désinformation.

Les graves problèmes du marché de l'énergie, aggravés par la guerre, ont fait l'objet d'une table ronde sur «**La révolution énergétique entre guerre et objectifs climatiques: les défis du pacte vert**». À l'ordre du jour figuraient les défis de la transition écologique, les enseignements tirés de la dépendance à l'égard de la Russie (qui s'applique désormais également à la Chine) et les avantages et inconvénients de l'énergie

nucléaire.

Le séminaire a également bénéficié du soutien du bureau du Parlement européen et de la représentation de la Commission européenne en Croatie. (II)

NOUVELLES DES GROUPES



Séminaire avec la participation de la commissaire Johansson: «Politiques de l'UE en matière de migration économique: répondre aux besoins en compétences du marché du travail»

Par le groupe des employeurs du CESE

Les employeurs considèrent que la migration économique a un rôle croissant à jouer dans l'ensemble des politiques de l'Union, de sorte à fournir les compétences et la main-d'œuvre dont les entreprises européennes ont besoin pour être compétitives, productives et innovantes. Le rôle de la migration économique dans le cadre de la réponse politique de l'Union visant à améliorer la disponibilité de main-d'œuvre qualifiée s'inscrit dans le contexte d'un déclin de la population en âge de travailler, d'une stagnation de la mobilité à l'intérieur de l'Union, d'une inadéquation des compétences et d'une pénurie de main-d'œuvre dans un large éventail de secteurs.

Le séminaire sur le thème «Politiques de l'UE en matière de migration économique: répondre aux besoins en compétences du marché du travail» s'est penché sur la manière dont la politique de l'Union en matière de migration économique peut contribuer à promouvoir une approche de la migration davantage axée sur la demande. Il a également passé en revue les différents outils, approches et initiatives stratégiques qui, aux niveaux européen, national et sectoriel, orientent le rôle que joue la migration pour contribuer à répondre aux besoins des employeurs en matière de compétences.

Ce séminaire a été organisé conjointement par BusinessEurope et le groupe des employeurs du CESE le 7 novembre 2022. Parmi les orateurs et les participants figuraient **Ylva Johansson**, commissaire aux affaires intérieures, et des représentants de la Commission européenne, du Cedefop, des partenaires sociaux européens et nationaux, des autorités nationales, ainsi que des membres du CESE.

Au cours du séminaire, le président du groupe des employeurs **Stefano Mallia** a souligné l'importance de la migration économique: «Dans une situation où la main-d'œuvre européenne ne suffit pas à elle seule pour

maintenir le bon fonctionnement de l'économie européenne, l'UE et les États membres doivent continuer à faciliter la migration de travailleurs qualifiés en provenance de pays tiers, et les États membres devraient veiller à ce que leurs systèmes nationaux — par exemple les tests sur le marché du travail — soient construits d'une manière qui facilite la lutte efficace contre les pénuries de main-d'œuvre et de compétences.»

Le directeur général de BusinessEurope, **Markus Beyrer**, a partagé cet avis: «Nous appelons la Commission à progresser vers l'élaboration d'un système européen de migration économique fondé sur la manifestation d'intérêt afin d'aider l'Europe à devenir plus attrayante pour les talents disponible à l'échelle mondiale. Nous nous réjouissons de contribuer avec la Commission à l'élaboration de la version complète du réservoir de talents, de manière à s'assurer qu'il est bien en phase avec les besoins des employeurs dans l'ensemble de l'Europe.»

Les discussions ont montré que la coopération et la coordination entre l'UE, les États membres et les parties prenantes, en particulier les employeurs, sont nécessaires pour que la politique de l'Union en matière de migration économique puisse contribuer à promouvoir une approche de la migration davantage axée sur la demande. Le réservoir européen de talents peut jouer un rôle important en aidant les migrants de pays tiers à trouver des emplois vacants. La nouvelle plateforme de l'UE sur la migration visant à améliorer la gouvernance de la migration de la main-d'œuvre à l'échelon européen, décrite dans le train de mesures relatives aux compétences et aux talents, devrait améliorer la coopération et la coordination entre l'ensemble des acteurs concernés. Compte tenu de l'importance de disposer de cadres d'action nationaux efficaces en matière de migration, la Commission devrait recenser les possibilités d'apprentissage mutuel et d'examen par les pairs sur des questions telles que la mise à jour régulière des listes des professions en situation de pénurie et le bon fonctionnement des tests sur le marché de l'emploi.

Vous trouverez le résumé complet de la manifestation ici: <https://www.eesc.europa.eu/fr/news-media/news/eu-economic-migration-policies-responding-labour-market-and-skills-needs-0> (dv)

Renforcer la démocratie sur le lieu de travail



par le groupe des travailleurs du CESE

Plus tôt ce mois-ci, le groupe des travailleurs a tenu une réunion en vue de débattre d'une question fondamentale pour le mouvement syndical, à savoir la démocratie sur le lieu de travail. Il est essentiel que les travailleurs et leurs représentants soient informés et consultés dans le cadre de la prise de décisions au sein d'une entreprise. La consultation contribue à offrir aux travailleurs une meilleure rémunération et de meilleures

conditions de travail, ce qui accroît à son tour la productivité et la participation de la main-d'œuvre. Les entreprises qui soutiennent la démocratie sur le lieu de travail se révèlent en effet sensiblement plus performantes et plus innovantes. Les transitions écologique et numérique en

cours ont mis en évidence l'impérieuse nécessité d'établir un solide cadre législatif qui soutienne la démocratie sur le lieu de travail.

Oliver Röpke, président du groupe des travailleurs du CESE, a souhaité la bienvenue aux participants et mis l'accent sur les répercussions qu'ont eues la pandémie mondiale et l'invasion russe de l'Ukraine sur l'économie européenne. **Aurelio Fernández López**, membre de la représentation permanente de l'Espagne auprès de l'Union européenne, a ensuite ouvert la manifestation, assurant les participants que la démocratie sur le lieu de travail constituerait l'une des grandes priorités de la présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne. **Rolf Schmachtenberg**, secrétaire d'État au ministère fédéral allemand de l'emploi et des affaires sociales, a prononcé le discours liminaire. Il a expliqué en quoi la participation des travailleurs et la cogestion constituaient la base du succès économique de l'Allemagne.

La seconde table ronde de la journée a eu pour thème le rôle que joue la démocratie sur le lieu de travail dans le maintien des normes du travail au sein des chaînes d'approvisionnement.

Maria del Carmen Barrera Chamorro, membre du groupe des travailleurs, s'est appuyée sur son avis consacré au travail décent dans le monde, qui a été adopté récemment. Tout en approuvant les efforts consentis par la Commission dans ce domaine, elle a observé que les propositions actuelles excluaient la participation des syndicats et des conseils d'entreprise.

Oliver Röpke a affirmé en conclusion que les discussions de l'après-midi alimenteraient les travaux en cours du CESE consacrés à la démocratie sur le lieu de travail, un sujet qui doit être traité conjointement, dans une démarche collective, par les organisations syndicales d'Europe.



Sans participation de la société civile, aucune transition juste vers des sociétés bas carbone n'est envisageable

Par le groupe des organisations de la société civile du CESE

En octobre 2022, le site de Dolni Vítkovice, ancien complexe d'extraction charbonnière et de production sidérurgique de la ville d'Ostrava, a accueilli une conférence qui a réuni des scientifiques, des représentants des pouvoirs locaux et régionaux et des membres du CESE. Organisée par le groupe des organisations de la société civile au sein du CESE, dans le cadre de la présidence tchèque du Conseil de l'Union européenne, et intitulée « [Réinventer la région de Moravie-Silésie dans sa quête d'une transition socialement juste](#)», elle a bénéficié de la participation d'Anna Hubáčková, ministre de l'environnement de la République tchèque, de Vladimír Špidla, ancien membre de la Commission européenne, et de la présidente du CESE, Christa Schweng.

En ouverture de la conférence, **Séamus Boland**, président du groupe des organisations de la société civile au sein du CESE, a souligné l'urgence que nos économies opèrent leur transition vers la neutralité climatique et que les acteurs de la société civile veillent à ce que personne ne soit laissé de côté dans ce processus. «Le pacte vert pour l'Europe et la transition numérique de l'Union européenne, a-t-il expliqué, entretiennent un rapport d'interdépendance et revêtent une importance primordiale dans la stratégie qu'elle mène pour assurer son autonomie géostratégique vis-à-vis de la Russie. Il convient toutefois que la grande vision stratégique qu'elle a ainsi tracée soit déclinée jusqu'au niveau local, car nous ne pourrions engranger aucun

résultat si nous n'associons pas les communautés locales et les organisations de la société civile à la démarche. Nous devons veiller à ce qu'elles y participent de manière directe, grâce à des processus qui partent du terrain, en développant ensemble des solutions créatives et pérennes pour un avenir durable.»

M. Boland a salué les efforts soutenus que la région de Moravie-Silésie a déployés pour se muer en un territoire qui s'inscrit dans la trajectoire de la durabilité et dont les émissions de carbone sont faibles. Il a également fait observer que pour troquer son statut de bastion de l'industrie sidérurgique en République tchèque contre celui d'économie bas carbone, la collectivité régionale avait dû relever un véritable défi existentiel, qui a indubitablement nécessité de réinventer l'identité locale.

L'une des conclusions les plus importantes auxquelles la conférence a abouti a été de poser qu'une transition socialement équitable ne peut réellement advenir que si l'on réussit à exploiter un arsenal bien garni d'actions et de dispositions, qu'il s'agisse de renforcer l'investissement en garantissant un accès continu à des financements publics et privés, de mettre l'accent sur les petits projets, les services sociaux, les infrastructures, l'innovation et la recherche, l'agriculture, le développement et la cohésion sociale, ou encore d'assurer un partage des savoirs entre toutes les industries et dans tous les secteurs et de tirer les enseignements des bonnes pratiques et des exemples bénéfiques. Toutes ces actions et mesures devraient viser en particulier à ouvrir de nouvelles perspectives d'emplois, renforcer les compétences des travailleurs et favoriser l'intégration et l'inclusivité.

Les organisations de la société civile doivent être directement associées à la réflexion sur la manière dont il convient de mener les changements en partenariat, grâce à une démarche inclusive qui procède de la base, de manière à garantir que l'effort revête un caractère participatif et, en bout de chaîne, que la transition soit réellement équitable.

Le [site internet du CESE](#) donne à lire de plus amples informations sur la conférence et la [page web de la manifestation](#) fournit le texte intégral de ses recommandations et conclusions, ainsi que des photos, des vidéos et les exposés de tous les orateurs invités. (jk/mr)

SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS



Les «dialogues avec les jeunes sur la démocratie» auront lieu en mars 2023

Le CESE se prépare à sa [manifestation annuelle «Votre Europe, votre avis!»](#), lors de laquelle des élèves de toute l'Europe pourront s'exprimer sur leur citoyenneté active dans une

démocratie participative.

La manifestation «Votre Europe, votre avis!» (YEYS!) est de retour pour sa 14^e édition, qui sera organisée en présentiel pour la première fois depuis trois ans. Elle se tiendra les **23 et 24 mars 2023 sur le thème des «dialogues avec les jeunes sur la démocratie».**

Étant donné que cette année a été marquée par la crise en Ukraine, des menaces pesant sur les régimes pacifiques et des défis sociétaux et économiques imprévisibles entraînant des changements systémiques, cette édition se concentrera sur la manière de sensibiliser les jeunes aux valeurs démocratiques, tout en encourageant leur esprit critique, leur autonomisation et leur participation.

Au cours de ces deux journées, les élèves prendront part à une série d'ateliers et d'activités interactives pour pouvoir ensuite formuler des recommandations qui seront présentées aux institutions européennes et à des responsables politiques et décideurs européens de haut niveau.

Clôturées le 6 décembre, les inscriptions étaient ouvertes à toutes les écoles des États membres de l'Union et des sept pays candidats (Albanie, Moldavie, République de Macédoine du Nord, Monténégro, Serbie, Turquie et Ukraine).

Une école de chaque pays sera choisie par tirage au sort, et les gagnants participeront à la manifestation de deux jours, qui sera également en partie retransmise en ligne sur les canaux de médias sociaux du CESE.

Des membres du CESE se rendront dans chacun des établissements scolaires sélectionnés bien avant la manifestation pour préparer les élèves et les enseignants à «Votre Europe, votre avis!». Ces visites pourront être effectuées physiquement ou à distance, entre janvier et février 2023. De la documentation et du matériel pédagogique seront envoyés aux établissements en amont des visites. (ck)



Une exposition du CESE rend hommage à des sportives handicapées

À l'occasion de la Journée internationale des personnes handicapées, le 3 décembre, le CESE présente l'exposition photographique virtuelle intitulée «Connaissez-vous ces sportives?»

L'exposition comprend une série d'affiches présentant des sportives des huit provinces d'Andalousie, en Espagne. Toutes ces femmes sont des athlètes ayant une déficience intellectuelle, qui vivent pour le sport, grâce à leurs efforts considérables et à ceux de leur famille, sans aucun obstacle qui les empêcherait de prospérer dans leur activité.

Les affiches nous permettent de découvrir les histoires et les expériences de vingt-quatre athlètes féminines. Trois affiches par province illustrent le courage, les progrès et la force qui caractérisent ces sportives qui, envers

et contre tout, utilisent le sport comme moteur de changement dans leur vie.

L'exposition est visible en ligne du 1^{er} au 31 décembre 2022. Cette initiative culturelle est organisée en lien avec l'[avis d'initiative sur «L'action de l'Union européenne dans la période d'après la COVID-19: améliorer la reprise grâce au sport»](#). (ck)

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Daniela Marangoni (dm)

Contributeurs à la présente édition

Amalia Tsoumani (at)
Daniela Marangoni (dm)
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)
Giorgia Battiato (gb)
Jasmin Kloetzing (jk)
Katerina Serifi (ks)
Katharina Radler (kr)
Laura Lui (ll)
Luke Carroll (lc)
Marco Pezzani (mp)
Margarida Reis (mr)
Pablo Ribera Paya (prp)
Thomas Kersten (tk)

Coordination

Agata Berdys (ab)
Giorgia Battiato (gb)

Technical support
Bernhard Knoblach (bk)
Joris Vanderlinden (jv)

Adresse

Comité économique et social européen
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tél. +32 25469476
Adresse électronique: eescinfo@eesc.europa.eu

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.
CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.
La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en chef.

